



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS**

HM France Ciments  
Tour Alto - 4 place des Saisons  
92400 Courbevoie

Références : D1 c 2024 589  
Code AIOT : 0005703374

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS implanté Le haut de Villiers, la ferme de Bayarne, Les pièces des routes, la cote ronde 51300 Couvrot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS
- Le haut de Villiers, la ferme de Bayarne, Les pièces des routes, la cote ronde 51300 Couvrot
- Code AIOT : 0005703374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de craie exploitée par la société Heidelberg Materials France Ciments sur la commune de Couvrot a été autorisée pour une durée de 30 ans, soit jusqu'en 2038. La production de craie est utilisée pour alimenter la cimenterie voisine.

Les produits issus de l'extraction sont disposés en "galette" d'environ 100 000 t chacune. Les produits alimentant l'usine sont directement puisés dans ces galettes.

L'extraction se fait à l'aide d'une raboteuse qui permet de concasser la craie, les matériaux sont

ensuite transportés à l'aide d'un scraper.  
La visite d'inspection a porté sur la carrière.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation d'exploiter	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 1	Sans objet
2	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 8	Sans objet
3	Panneaux d'identification	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Accès à la carrière	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 29	Sans objet
5	Phasage	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 15	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 22	Sans objet
7	Retombée de poussière	Arrêté Ministériel du 22/09/2014, article 19-7	Sans objet
8	Rejet d'eau dans le milieu	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 23	Sans objet
9	Bassin de décantation	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 23	Sans objet
10	Bruit	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 27	Sans objet
11	Nature de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 32	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur le site, il n'y a aucun rejet d'eau dans le milieu, l'aire étanche initialement créée pour faire le plein des véhicules n'est plus utilisée et aucun remblai extérieur n'est mis en œuvre.

Le contrôle des niveaux sonores, les mesures des retombées de poussière ont été réalisées ainsi que les suivis environnementaux. Les recommandations préconisées suite au suivi environnemental ont été mises en œuvre bien que l'exploitant n'ait pas été en mesure de fournir un justificatif.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Autorisation d'exploiter

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, production annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Production annuelle moyenne : 1 150 000 m <sup>3</sup> soit 2 300 000 t Quantité maximale à extraire : 34 500 000 m <sup>3</sup> soit 69 000 000 t
<b>Constats :</b>  Le suivi quotidien de la production est transposé sur Excel. Un bilan des quantités exploitées est fait chaque mois. Le tableau Excel a été présenté. Le volume qui a été produit en 2023 est de 1 588 294 t
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registres et plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie. Sur ce plan sont reportés :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, ainsi que les bornes,</li> <li>- les bords de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- la position des ouvrages de surface et, s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan détaillé du site a été présenté sur écran le jour de la visite. Un plan photogrammétrique et un orthophotoplan ont été présentés. Le plan existe également au format ".dwg" exploitable sous AUTOCAD. Les différentes versions du plan ont été envoyés par mail à l'Inspection des installations classées (IIC) le 19/07/2024.</p> <p>Le plan était daté du 19 février 2024. Il comporte les informations demandées.</p> <p>La côte minimum relevée sur le plan est 97,23 NGF, la cote minimale d'extraction de 97 m NGF est respectée (art.18 de l'AP n°2008 A 29 CARRIERE du 19/12/2008).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Panneaux d'identification

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Panneaux d'identification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu, avant la poursuite de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les panneaux d'information étaient en place</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Accès à la carrière

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 29</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Accès à la carrière</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès à la carrière est interdit par une barrière mobile, verrouillée.</p> <p>Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La barrière et les panneaux d'interdiction d'accès étaient en place.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Phasage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans.
<b>Constats :</b>  Selon le phasage initial, l'avancée du chantier devrait être en période T20 (2023-2028). L'exploitation de la carrière a pris un peu de retard, l'exploitation de la carrière arrive en fin de période T15 (2018-2023), phase qui normalement aurait dû prendre fin en 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection note le léger décalage du phasage. Un point sera fait sur celui-ci lors d'une prochaine visite d'inspection. Si ce décalage prend des proportions trop importantes, un porter-à-connaissance de modification des conditions d'exploitation devra être déposé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Si ces eaux sont ensuite rejetées vers le milieu naturel, elles doivent respecter les valeurs limites de rejet. A cet effet, elles doivent transiter dans un décanteur déshuileur. Sinon, elles doivent être considérées comme des déchets et être éliminées conformément à l'article 23 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'aire étanche qui existe sur la carrière n'est plus utilisée. Tous les véhicules sont ravitaillés dans les installations de l'usine y compris la raboteuse. Il n'y a plus de camion ravitailleur sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Retombée de poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/2014, article 19-7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombée de poussière
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

<p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport de contrôle des retombées de poussières a été présenté. Il concerne les mesures réalisées au 1er trimestre 2024.</p> <p>Les mesures ont été faites entre le 09 janvier et le 6 février 2024 en 5 points situés dans les villages de Couvrot, Loisy-sur-Marne et Maison en Champagne, ainsi qu'au lieu dit Bayarne et sur le site même de la carrière.</p> <p>Les résultats sont conformes aux seuils réglementaires. La valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour fixée par l'arrêté du 30 septembre 2016 est respectée.</p> <p>Le rapport présente l'évolution des mesures en retombées atmosphériques depuis 2022, aucun dépassement des seuils réglementaires n'est dépassé depuis 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Rejet d'eau dans le milieu

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet d'eau dans le milieu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les seuls rejets d'eau autorisés dans le milieu naturel sont constitués par les eaux pluviales et les eaux de nettoyage. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,</li> <li>- la température est inférieure à 30°C,</li> <li>- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105),</li> <li>- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101),</li> <li>- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90 114).</li> </ul> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ;</p> <p>en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a pas de rejet d'eau dans le milieu sur le site de la carrière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Bassin de décantation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 23</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de décantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le nombre, la dimension, et l'entretien des bassins de décantation doivent permettre le respect des valeurs de rejet en toutes circonstances. Ces bassins sont nettoyés au minimum une fois par an.
<b>Constats :</b>  Un bassin de décantation récupère une partie des eaux de la carrière. Il est situé sur le site de l'usine. Il est réglementé par l'article 5.3.8 de l'AP n° 2023 APC 231 IC du 21 décembre 2023 réglementant l'activité de l'usine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine des bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. [...] Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les 3 ans.
<b>Constats :</b>  Le site a fait l'objet d'un contrôle des niveaux sonores en 2022. Des mesures ont été réalisées du 04 au 05 mai 2022 (exploitation arrêtée) et du 22 au 24 août 2022 (exploitation en cours). Les mesures ont été faites à partir de 8 points localisés à proximité des habitations des villages de Drouilly, Loisy/Marne, Couvrot et de la ferme de Bayarne et à partir de 4 autres points situés autour du site. Selon le rapport, l'impact sonore engendré par l'activité de la société CEMENTS CALCIA sur la carrière de Couvrot, est conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Nature de la remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure complémentaire en faveur du Sisymbre couché
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les opérations menées vis-à-vis de <i>Sisymbrium supinum</i> devront s'attacher à suivre l'évolution de l'espèce patrimoniale accompagnatrice répertoriée dans l'étude, à savoir le Gaillardet de Fleurot ( <i>Galium fleurotii</i> ). Les rapports d'étude résultant de ces suivis seront transmis à l'inspection des installations classées pour avis. Un suivi naturaliste portant sur l'habitat et les espèces patrimoniaux déterminés est effectué tous les cinq ans et concerne : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le petit Gravelot et les zones en eau susceptibles d'accueillir des espèces pionnières d'amphibiens ;</li> </ul>

- l'Orchis singe, le Peucedan cervaie, la Tanaisie en corymbe, le Catapode rigide et la Crépide élégante ainsi que l'habitat d'intérêt communautaire localisé au sein du périmètre d'étude. Les rapports d'étude résultant de ces suivis seront fournis à l'inspection des installations classées pour avis.

**Constats :**

Un suivi environnemental avait été réalisé en 2018, selon l'exploitant, les mesures préconisées dans le rapport à savoir un débroussaillage de l'habitat 6210-24 une fois par an, en octobre avec export des produits de coupe ont été mises en œuvre. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un justificatif de cette intervention de débroussaillage. En effet les travaux sont facturés de façon forfaitaire pour l'ensemble des interventions sur le site (carrière et usine)

Un nouveau suivi environnemental a été réalisé en 2023, le rapport du suivi 2023 a été présenté. Il confirme les observations faites dans les précédents suivis.

Il recommande la mise en œuvre des mesures suivantes : *« Concernant la dégradation de l'habitat 6210.24 et des espèces patrimoniales associées. Il est recommandé de réaliser des travaux d'entretien plus régulier sur les zones concernées, afin d'enrayer l'expansion de la fruticée. Ainsi, nous recommandons une fauche et un débroussaillage de ces habitats : une fois par an, en octobre, avec export des produits de coupe, pour ne pas enrichir le milieu en matière organique ».*

Un suivi du Sisymbre couché a été réalisé par le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP) en 2022. Le rapport a été présenté.

L'Inventaire a eu lieu le 25 juillet 2022. Les aires de présence du Sisymbre couché ont été identifiées et cartographiées.

Un devis du conservatoire des espaces naturel de Champagne Ardenne daté du 10/04/2024 pour un nouveau suivi du Sisymbre couché a été présenté. Selon l'exploitant l'intervention est prévue à l'automne 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Lors des prochaines opérations de débroussaillage, l'exploitant veillera à fournir un justificatif attestant que la recommandation du suivi environnemental a bien été réalisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite